

KHEMIS MILIANA

Arrestation
d'une bande de
pilleurs de dépôts
d'accessoires
de véhicules

Un groupe de malfaiteurs opérant de nuit ciblait les magasins isolés, dans les quartiers retirés pour agir sans être inquiété ni par le voisinage, ni par les patrouilles pédestres des policiers. C'est ainsi qu'après avoir forcé le rideau d'un dépôt de pièces détachées et d'accessoires de véhicules, situé dans le quartier Oued Rihane, à l'entrée ouest de la ville de Khemis Miliana, les quatre membres de la bande, âgés de 22 à 32 ans, ont investi le magasin où ils ont emporté 40 fûts de 20 l chacun d'huile de moteurs, très recherchée sur le marché de la contrebande, et des batteries. C'est suite à la plainte de la victime que les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana ont déclenché une enquête qui a permis d'identifier 2 éléments de la bande, des repris de justice notoires, ont été interpellés. La suite de l'enquête a conduit à l'identification du reste du groupe. Selon des sources bien informées, deux des membres de cette bande sont originaires de la commune de Tarik Ibn Ziyad, à une quarantaine de kilomètres au sud de Khemis Miliana tandis que les 2 autres résident dans le quartier de Oued Rihane, non loin du lieu où se trouve le dépôt. Ainsi, les enquêteurs ont pu récupérer le butin dans sa totalité avant qu'il ne disparaisse dans les méandres du marché parallèle.

Les quatre individus ont été déférés au parquet de Khemis Miliana mercredi dernier. Le magistrat instructeur en charge du dossier, après avoir entendu les accusés, a placé 2 d'entre eux en détention provisoire et mis sous contrôle judiciaire les 2 autres.

Karim O.

WILAYA D'ALGER

Des élus locaux visitent des projets

Des élus de la wilaya d'Alger ont visité jeudi, divers projets économiques et socioculturels, lancés dans le centre et la périphérie de la capitale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Inédite, cette visite l'était pour plusieurs membres de l'Assemblée populaire de wilaya d'Alger, élus en novembre dernier et qui ont voulu marquer leur mandat par un acte de proximité. Ainsi, ces élus ont pu s'enquérir du programme de réhabilitation de quatre mosquées de la capitale (Djamaâ El Kbir, Djamaâ Betchine, Djamaâ Ketchaoua et Djamaâ Djdid).

Lancé depuis quelques années, sous l'égide de la wilaya d'Alger et du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et doté d'un montant financier assez conséquent, ce programme tarde à être achevé globalement(en termes d'études ou de travaux), en raison de contraintes, notamment techniques ou administratives. L'occasion a également été donnée aux élus de visiter le chantier de construction de la Grande Mosquée d'Alger, à El Mohammadia.

A vocation religieuse, scientifique

et culturelle, ce projet avance «normalement», «conformément aux délais contractuels» comme l'avancement des responsables de l'Agence nationale en charge de la gestion et de la réalisation de la Grande Mosquée d'Alger.

Les élus ont inspecté par ailleurs l'état d'avancement des projets de modernisation et de réhabilitation des marchés Ali Mellah au 1^{er} Mai et de Boumati à El Harrach.

Des projets inscrits dans le cadre du programme de modernisation et développement des infrastructures commerciales de détail et de proximité mais aussi dans le contexte de résorp-

tion du commerce informel. A ce propos, le Directeur du commerce de la wilaya d'Alger, Mimoune Bouras, a indiqué que le nombre de sites informels devant être éradiqués s'est fortement réduit, passant de 173 sites illícites en janvier 2011 à 34 sites actuellement. Egalement, les élus ont visité la zone d'affaires de Bab Ezzouar où une dizaine de projets commerciaux et socioéconomiques sont déjà lancés.

D'autre part, les élus ont visité les projets d'aménagement de oued El Harrach et de la Baie d'Alger, à vocation essentiellement récréative, lancés sous la férule des ministères des Ressources en eau et des Travaux publics et dont la livraison se fera progressivement jusqu'à l'horizon 2016.

Dans le domaine éducatif, l'intérêt

des élus s'est porté sur la réalisation en cours de la Faculté de médecine à Ben Aknoun et de la Faculté de droit à Saïd-Hamdine, des projets d'une capacité globale de 20 000 places pédagogiques et devant être consolidés par la réalisation de parkings à étages.

Notons aussi que la wilaya d'Alger a engagé un important programme de réhabilitation de lycées. Le développement des activités sportives a suscité également l'intérêt des membres de l'APW d'Alger qui ont visité le projet de construction d'un stade de 40 000 places à Baraki, qui sera opérationnel dès 2016. Rappelons qu'une infrastructure similaire est projetée à Douéra.

C. B.

COMMUNES DE LA CAPITALE

Les travailleurs appellent à huit jours de grève

Les travailleurs de vingt sept communes de la wilaya d'Alger comptent débrayer dès demain dimanche. Agissant sous l'égide de l'UGTA, ils ont appelé à une grève de huit jours et comptent paralyser les activités

au niveau de ces structures. Révélant encore une fois, le malaise qui règne au sein de ces administrations, ce mouvement de protestation fait suite a ceux déjà initiés à plusieurs reprises par les travailleurs.

R. N.

CONFLIT AUTOUR D'UNE BAPTISATION À TIZI-OUZOU

Les sages de 7 villages d'Idjeur à la rescousse

A l'initiative du P/APC d'Idjeur, un conclave des sages des sept villages de la commune d'Idjeur s'est tenu mercredi dernier, à l'effet d'atténuer la crise secouant les relations entre les villageois de Tifrit Naït Oumalek et leurs voisins d'Iguersafène qu'oppose une affaire de baptismation d'un collège.

Un fait unique dans les annales de l'Algérie postindépendante avec comme conséquence, une crise larvée entre les deux villages, ayant abouti à la rupture de leurs relations fraternelles comme le boycott des moyens de transport, du commerce et la rupture de tout lien social.

Les villageois d'Iguersafène qui postulent également pour la baptismation de

l'établissement du nom de l'un de leurs chahids, contestent dans le fond et la forme la décision de baptismation du CEM de la localité du nom d'un martyr de Tifrit. En signe de désapprobation, ils ont fermé dernièrement la daïra de Bouzeguène et l'APC d'Idjeur pour exiger l'annulation de la décision de baptismation. Ils dénie la qualité de martyr au chahid Chikhi

Abderrahmane et arguent que la baptismation s'est faite dans l'opacité, lançant au passage une accusation de faux et usage de faux.

Extrait à l'appui, les habitants de Tifrit Naït Oumalek, réaffirment quant à eux la qualité de chahid de Chikhi Abderrahmane monté au maquis en 1956 et tombé au champ d'honneur en 1957 et dont le nom figure, selon un moudjahid, à la stèle des chahids de la daïra.

Pour ces villageois, ce n'est que justice si le collège porte le nom de l'un de leurs chahids puisqu'il est érigé sur leur territoire. La tension qui risquait de dégé-

nérer n'a pas laissé insensible la société civile de la commune et de l'ensemble de la daïra.

A l'issue d'âpres débats, il a été décidé de surseoir provisoirement à l'inauguration prévue jeudi sur des invitations du collège dont le cachet porte le nom de ce chahid, et de soumettre l'affaire à l'arbitrage de la commission de wilaya avec promesse de s'y conformer sans la moindre réserve une fois la décision finale tombée, soutient le P/APC d'Idjeur derrière l'initiative visant à préserver les liens ancestraux unissant les deux villages.

S. Hammoum

BOUIRA

C'est l'imbroglio total aux 600 logements Cnep-Immo

Au moment où le ministre de l'Habitat et les pouvoirs publics parlent quotidiennement du problème crucial du logement auquel font face les milliers de citoyens à l'échelle nationale, à Bouira, 600 logements construits dans le cadre du programme des 65 000 logements de type location-vente par la Cnep-Immo, attendent toujours leur attribution, alors qu'ils sont achevés depuis 2008.

Yazid Yahiaoui - Le Soir (Bouira) - Selon les responsables de la Cnep de Bouira, les logements qui ont été achevés, devaient être attribués après assainissement du fichier portant listes des souscripteurs potentiels bénéficiaires auprès de l'AADL. Pour avoir la liste définitive des bénéficiaires, la Cnep, qui a reçu dans un premier temps une liste de 600 souscripteurs, se devait de vérifier si ces souscripteurs ouvrent vraiment droit à un logement ou non. En d'autres termes, il fallait que la CNL enquête sur chaque souscripteur pour voir si son nom ne figure pas dans le fichier national du logement en ayant un jour ou l'autre bénéficié d'une quel-

conque aide dans le cadre du logement. Ce travail prend beaucoup de temps et pour preuve, jusqu'à la semaine dernière, au niveau de la Cnep et sur les 346 dossiers transmis à la CNL, la Cnep n'a reçu que 233 réponses dont 28 négatives, c'est-à-dire refusées car les souscripteurs figuraient sur le fichier national du logement.

Aussi, et si l'on prend la cadence actuelle, il est fort à parier que le site ne pouvant plus être livré en partie, l'attribution totale pourra prendre des mois pour ne pas dire des années. Contacté pour donner plus de précisions sur les étapes suivies par la CNL pour établir réellement si un postulant ouvre droit à

un logement ou non, le DG de la CNL, Rouibet Kamel nous expliquera que la CNL, après avoir reçu des listes portant les noms des potentiels bénéficiaires, procède à la vérification de chaque postulant si, oui ou non, il a un jour ou l'autre bénéficié d'une quelconque aide par les pouvoirs publics dans le cadre du logement, ou s'il ne dispose pas d'un quelconque bien en terme de terrain ou de bâtisse enregistré en son nom.

Pour avoir toutes ces données, la CNL envoie les listes des futurs bénéficiaires simultanément à la CNAS et à la Casnos pour s'assurer que le conjoint ou même le bénéficiaire lui-même ne possède pas d'autres activités parallèles, puis envoie les mêmes listes à la CNL régionale sise à Tizi-Ouzou, au siège national de la CNL pour vérifier si le postulant n'a pas bénéficié d'une aide au logement à l'échelle nationale et, troisième étape, envoie la même liste au ministère de l'Habitat et de

l'Urbanisme pour s'assurer que le postulant n'a pas bénéficié ou acheté un logement à l'échelle nationale.

Auparavant et à l'échelle locale, la CNL envoie la même liste à la conservation foncière pour voir si le postulant ne possède pas un bien immobilier ou un terrain.Toutes ces procédures prennent du temps surtout du côté de la conservation foncière où les recherches se font manuellement pour chaque cas.

Cela étant et malgré ces lenteurs, la CNL a étudié selon notre interlocuteur, tous les dossiers qui lui ont été transmis par la Cnep et a statué sur le cas de 233 dossiers jugés éligibles et pour lesquels furent établies les décisions d'aide ; alors que 28 dossiers ont été rejetés, 38 dossiers incomplets et leurs postulants saisis pour compléter leurs dossiers, et enfin, 47 dossiers sont toujours au niveau de la conservation foncière. Cela étant dit, outre le problème de la lenteur de l'étude des dossiers pour des raisons que nous venons d'énumérer, il y a également le problème de la gestion du site et de ses parties communes. Au niveau des sites AADL, des sociétés de gestion des parties communes avaient vu le jour en même temps que l'attribution des logements à leurs propriétaires. Ce n'est pas le cas pour les logements Cnep-Immo pourtant construits selon le même modèle de programme de location-vente de l'AADL. Enfin, le dernier problème auquel les futurs bénéficiaires feront face, concerne les crédits contractés auprès de la Cnep ainsi que le montant du logement lui-même.

Selon le directeur de la Cnep de Bouira, le montant du logement Cnep-Immo de type location-vente, construit dans le cadre du programme des 65000 logements, est de 2 800 000 dinars pour un F4 et 2 600 000 dinars pour un F3. Sur ces montants, chaque souscripteur retenu et selon son salaire, devra bénéficier d'une aide auprès de la CNL, oscillant entre 400 et 700 000 dinars.

Après défalcation de ce montant et le versement de la quote-part de 25 % que le bénéficiaire devra payer en quatre tranches, le reste à payer le sera sous forme de crédit que le bénéficiaire devra contracter auprès de la Cnep-Banque mais, sans aucune bonification d'intérêts. En effet, selon le directeur de la Cnep de Bouira, le crédit sera fait sur la base de l'intérêt normal de 5,75 % et non, comme les autres types de crédits de logements dont les taux sont bonifiés à 1 et 2%. Ainsi, les futurs bénéficiaires des 600 logements Cnep-Immo et après avoir attendu plus de 12 ans leurs logements et ayant déposé un dossier au début des années 2000 auprès de l'AADL pour bénéficier d'un logement de type Location-vente avec les mêmes avantages que ceux du premier programme des 55 000 logements construits par l'AADL, se verront versés dans une autre opération ; une opération ordinaire où ils se verront piégés en se retrouvant à payer des mensualités pouvant atteindre les 10 000 dinars ou plus, si l'on inclut le montant à payer pour la gestion des parties communes.

Une situation que le représentant des bénéficiaires, Saâd Mohamed juge injuste mais qui pourra selon lui, être réglée avec les pouvoirs publics, pour peu que les bénéficiaires prennent possession de leurs logements.

Selon lui, l'urgence pour le moment est de régler le problème de ces 600 logements qui sont otages de procédures. Pour lui, il serait judicieux de procéder à l'attribution partielle en livrant les clés aux bénéficiaires au fur et à mesure de l'établissement des actes notariés pour ceux dont les dossiers ont été transmis. Une décision que les pouvoirs publics peuvent prendre pour soulager les souffrances des dizaines de postulants qui attendent leurs logements depuis plus de douze ans et dont certains vivent dans des garages selon notre interlocuteur.

Y. Y.

SIDI AÏCH

Plantation d'arbres pour l'embellissement
et l'amélioration du cadre urbain

Une louable initiative que celle entreprise par l'association socio-culturelle Soummam-Eco (ASEC), jeudi dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de l'arbre à Sidi Aïch.

Une campagne de plantation d'arbres d'embellissement a été lancée dans la commune de Sidi Aïch, en collaboration avec l'Assemblée populaire de Sidi Aïch et la Conservation des forêts de la wilaya de Béjaïa parrainée par Général Emballage SPA d'Akbou. Cette opération de forestation, la première du genre dans cette municipalité de la vallée de la Soummam, qui a enregistré en plus des bénévoles, de l'association nouvellement créée, une centaine d'écoliers, a consisté en la plantation de mûriers et de ficus destinés à l'amélioration du cadre urbain. Deux importants quartiers de la commune, à savoir Bouhlou et Maâla, ont été concernés par cette opération visant la création d'espaces verts et l'embellissement de la ville qu'à connu ces dernières années, une nette détérioration du cadre de vie et un environnement en

perpétuelle dégradation. L'opération de forestation qui a enregistré la participation de trois écoles de la commune a été également une autre belle opportunité pour l'initiation et la sensibilisation des enfants sur l'importance de la préservation de l'environnement et aux bienfaits de l'arbre.

Leader en Algérie de l'industrie du carton ondulé, Général Emballage SPA qui présente le type même d'industrie verte : infrastructure de collecte des déchets process et de traitement des rejets liquides indique qu'en soutenant les efforts de la société civile en matière de forestation, «Elle entend diffuser une culture écologique et notamment auprès des franges juvéniles et renforcer davantage le schéma d'économie en boucle fermée de la production du carton ondulé dont la matière première est issue des sous-produits forestiers».

Dans l'après-midi, une sympathique réception ayant regroupé l'ensemble des intervenants dans cette campagne de forestation a été organisée au niveau de la bibliothèque municipale.

A. K.